

**Arrêté préfectoral portant abrogation
de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024
Société SUEZ ORGANIQUE
Commune de Bury**

LE PRÉFET DE L'OISE

Chevalier de l'ordre national du Mérite
Officier des Arts et des Lettres

Vu le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie CAILLAUD, en qualité de Préfet de l'Oise ;

Vu la Décision d'exécution (UE) n° 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets (BREF WT), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de compostage soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 février 2006 statuant sur la demande présentée par la société SOVALD en vue de modifier l'autorisation d'exploiter la plate-forme de compostage de Bury afin de valoriser et d'épandre le compost ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2018 renouvelant les autorisations délivrées le 29 avril 2002 et le 23 février 2006 à la société SUEZ ORGANIQUE pour l'exploitation de ses installations de compostage situées sur la commune de Bury ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2024 portant mise en demeure la société SUEZ ORGANIQUE pour son site de Bury ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 novembre 2024 portant délégation de signature à M. Frédéric BOVET, Secrétaire général de la Préfecture de l'Oise ;

Vu le récépissé du 15 novembre 2016 donnant acte à la société SUEZ ORGANIQUE de sa déclaration de changement d'exploitant ;

Vu le dossier de réexamen transmis par courrier du 14 août 2019 à la préfecture de l'Oise par la société SUEZ ORGANIQUE à Bury suite à la parution des conclusions MTD du BREF WT – Traitement des déchets et les compléments au dossier de réexamen apportés par l'exploitant par courrier du 30 mars 2021 ;

Vu le courrier du 28 avril 2022 donnant acte à la société SUEZ ORGANIQUE pour son site de Bury de son engagement à respecter les conclusions du Bref WT ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 24 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite d'inspection du 21 juillet 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté :
 - la mise en sécurité des installations du site ;
 - la vidange et le nettoyage des cases dédiées au stockage du compost fini et du refus de tri concernées par l'incendie ;
 - le respect de la hauteur de 3 m des différents tas de stockage en intérieur et en extérieur ;
 - le dégagement des allées et voies de circulations ;
2. La prescription de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024 susvisé est respectée ;
3. Par courriel du 21 juillet 2025, l'exploitant a transmis une mise à jour de l'étude de dangers du site ;
4. La prescription de l'article 3.1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024 susvisé est respectée ;
5. L'exploitant a transmis le 5 décembre 2023 un dossier de porter à connaissance intégrant une partie « *notice d'impacts* » incluant une nouvelle modélisation des flux thermiques issus d'un incendie au niveau des nouvelles alvéoles de maturation extérieures ;
6. La prescription de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024 susvisé est respectée ;
7. L'exploitant a transmis le diagnostic référencé « *SUEZ du 7 juin 2024 13:17 RE_ Bury – Rapport initial – G2 PRO.msg* » relatif à la réalisation d'une reconnaissance préalable du terrain d'assise avec établissement du rapport d'étude géotechnique ;
8. La prescription de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024 susvisé est respectée ;
9. Par courriel du 21 juillet 2025, l'exploitant a transmis les rapports de SOCOTEC concernant la conformité des travaux réalisés sur le site ;
10. La prescription de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024 susvisé est respectée ;
11. Lors de la visite d'inspection du 21 juillet 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté que 5 caméras ont été installées sur la zone extérieure et qu'un système d'astreinte a été mis en place ;
12. La prescription de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024 susvisé est respectée ;
13. Lors de la visite d'inspection du 21 juillet 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté la mise en place de nouveaux murs implantés de telle sorte à respecter la distance de 8 m entre les aires de l'installation de compostage et les limites de propriété ;
14. La prescription de l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024 susvisé est respectée ;
15. La société SUEZ ORGANIQUE, pour son site de Bury, respecte donc en intégralité les dispositions édictées dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024 ;
16. Il y a donc lieu d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024 susvisé.

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024, délivré à la société SUEZ ORGANIQUE pour son site sis sur la commune de Bury, est abrogé.

Article 2 : voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le Tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Le préfet peut procéder à la publication du présent arrêté sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Il informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée lors de la procédure contradictoire.

Article 3 : publicité

Un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de Bury pendant une durée minimum d'un mois et une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie pour être mise à disposition de toute personne intéressée.

Le maire de Bury fait connaître, par procès verbal adressé au préfet de l'Oise, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est également publié pendant une durée d'au moins deux mois sur le site internet « Les services de l'État dans l'Oise » à la rubrique « Les installations classées », au titre du mois de signature concerné, à savoir :

<https://www.oise.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Les-installations-classees/Par-arretes>

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 : exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de l'Oise, la sous-préfète de Clermont, le maire de Bury, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région des Hauts-de-France et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté

Fait à Beauvais, le 02 SEP. 2025

Le Préfet



Jean-Marie CAILLAUD

Destinataires :

Société SUEZ ORGANIQUE

La sous-préfète de Clermont

Le Maire de la commune de Bury

Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France

L'inspecteur de l'environnement s/c du chef de l'unité départementale de l'Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France